

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales  
320 chemin de Maquens  
ZI la Bouriette – CS 70069  
CEDEX 09  
11807 Carcassonne

Carcassonne, le 06/01/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/01/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SOCIETE SUEZ RV MEDITERRANEE**

Rue Antoine Becquerel - CS 17216  
11100 Narbonne

Références : UID11/66-C3-2025-009  
Code AIOT : 0006606318

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/01/2025 dans l'établissement SOCIETE SUEZ RV MEDITERRANEE implanté LAMBERT IV Rue Antoine Becquerel - CS 17216 11785 Narbonne. L'inspection a été annoncée le 03/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCIETE SUEZ RV MEDITERRANEE
- LAMBERT IV Rue Antoine Becquerel - CS 17216 11785 Narbonne
- Code AIOT : 0006606318
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site de Lambert IV exploitée par la société SUEZ RV Méditerranée est une installation de stockage de déchets non dangereux ultimes issus des ménages ou des entreprises de l'Aude et des départements limitrophes.

### Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Système de contrôle vidéo	AP de Mise en Demeure du 11/07/2024, article 1	Levée de mise en demeure

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a installé le système de contrôle vidéo, conformément à la réglementation.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Système de contrôle vidéo

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 11/07/2024, article 1
<b>Thème(s) :</b> Autre, identification
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société SUEZ RV Méditerranée, dont le siège social est situé rue Antoine Becquerel - ZAC la Coupe - 11100 NARBONNE, exploitant un stockage de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de Narbonne au lieu-dit « A la Combe du Mourel Redon », est mis en demeure de respecter, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article D.541-48-1-II du code de l'environnement susvisé en mettant en place un système de contrôle vidéo qui enregistre les images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est déchargé et la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation à cette fin.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a mis en place un système composé de plusieurs caméras vidéo qui enregistrent les images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est déchargé et la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation. 2 caméras sont présentes en bout de quai de déchargement, une caméra filme l'immatriculation des camions et une dernière caméra permet une vue d'ensemble de la zone. Une poste affichant les écrans des différentes caméras est installé dans les bureaux. Un accès par téléphone est aussi possible. Une recherche dans les enregistrements vidéo peut être réalisée avec les numéros d'immatriculation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure